

n°320
15 DH - 3 euros
Du 13 au 19 octobre 2007

Les Marocains
DE DUBAÏ

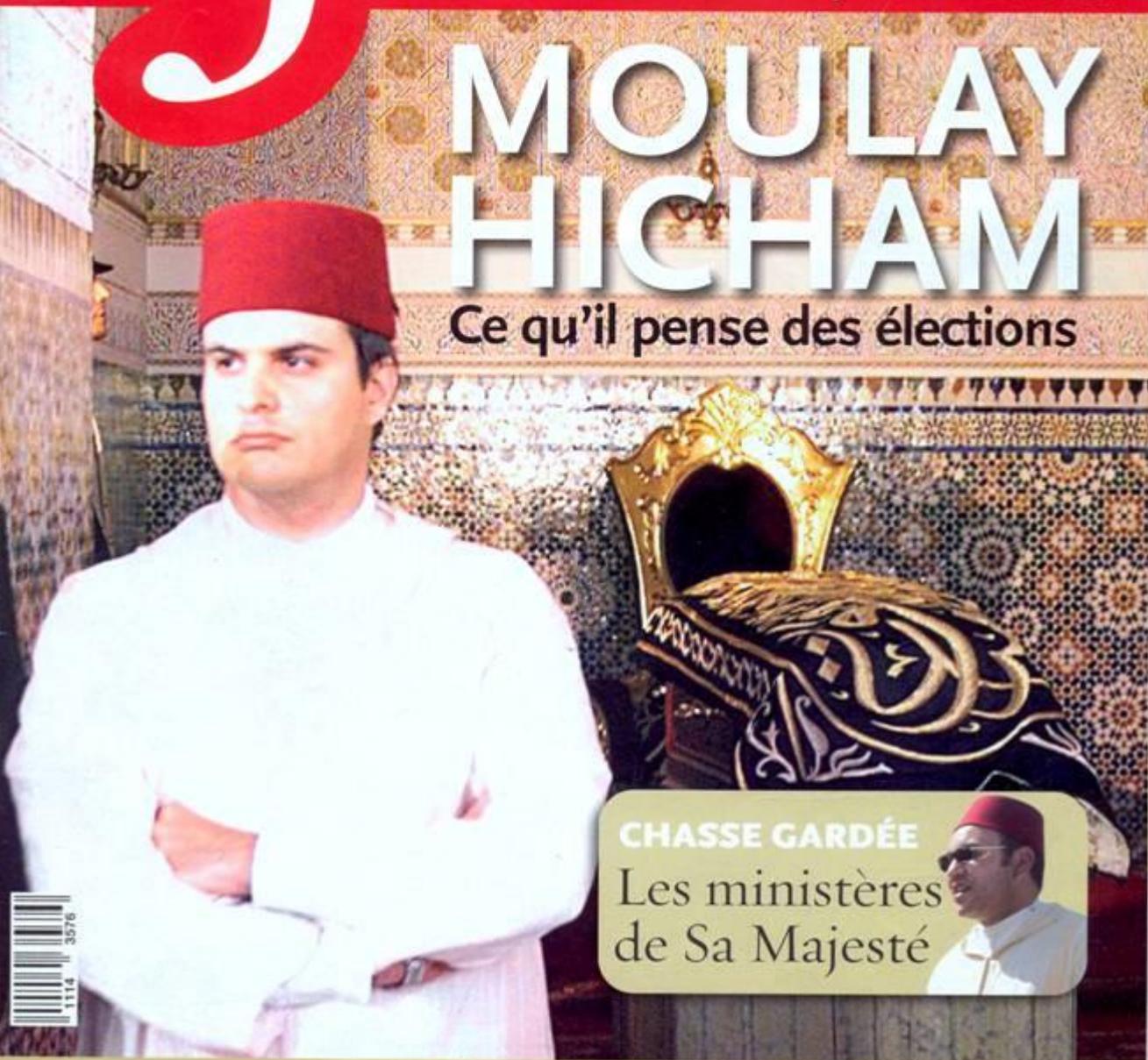


le Journal

HEBDOMADAIRE www.lejournal-hebdo.com

MOULAY HICHAM

Ce qu'il pense des élections



CHASSE GARDÉE
Les ministères
de Sa Majesté



Dépôt légal 2007/0012 - ISSN 1114-3576

Directeur de la publication : Ali Amar

EVITER LA VIOLENCE

Par Hicham Ben Abdallah El Alaoui

LES DERNIERES ELECTIONS CLOTURENT UNE PERIODE D'APPRENTISSAGE DE LA DEMOCRATIE INITIEE PAR L'ALTERNANCE, MAIS AYANT DEBOUCHE SUR UN REGIME AUTOCRATIQUE A VISAGE HUMAIN ET SUR UNE SOCIETE QUI NE CROIT PLUS A SON SYSTEME DE GOUVERNANCE POLITIQUE.

Les Marocains connaissent bien les consultations électorales. La génération qui a aujourd'hui soixante ans a fait l'expérience d'une vie parlementaire brève au tout début des années 1960, précédant la suspension de la Constitution et l'instauration d'un autoritarisme sévère inauguré en 1965. Malgré tout, les processus électoraux ont perduré sous une forme référendaire et se sont consolidés suite au retour à la vie politique constitutionnelle depuis les années quatre-vingt. Les élections législatives du 7 septembre 2007 viennent donc s'insérer dans un cycle de consultations communales, municipales et parlementaires assez bien rodé. Nous pouvons considérer que jusqu'aux élections de 1997, les Marocains faisaient un certain apprentissage de la démocratie, alors que le régime, pour sa part, tâtait le terrain afin de calibrer les réformes à entreprendre.

L'alternance qui a fait suite aux élections de 1997 a permis aux anciens partis de l'opposition de participer au gouvernement, et à amorcer un début de légalisation pour certains courants dits islamistes, qui s'est traduite par l'entrée du PJD au Parlement. L'élargissement notable des libertés, les progrès constatés en matière de droits humains, l'activité vigoureuse de la société civile, l'avancée des réformes sociales, ainsi que la multiplication des programmes en direction des plus défavorisés, constituent une dynamique nouvelle et des avancées incontestables, amplifiées sous le nouveau règne depuis 1999.

Un autoritarisme à visage humain

La période d'apprentissage a ainsi coïncidé avec ces progrès. Elle a soulevé l'espoir d'un décollage économique susceptible de remédier à la fracture sociale d'une part et, d'autre part, à l'attente de réformes constitutionnelles plus profondes, qui confèreraient des pouvoirs réels à un Parlement et à un gouvernement issus de la consultation du peuple. À cette période d'apprentissage a succédé une période-test allant de l'alternance aux dernières élections.

Or, durant cette dernière période, nous avons assisté au retour des technocrates au gouvernement, à une action visant à limiter les libertés acquises, notamment en matière de liberté de la presse, ainsi qu'à certaines pratiques systématiques de rappel à l'ordre des mouvements politiques et des organisations civiques. Enfin, nous avons constaté un affinement de la gestion du processus électoral de la part de l'administration de l'Intérieur. La question qui demeure posée peut se résumer en deux volets. Peut-on aller plus en avant et dynamiser l'économie, afin de répondre à la demande sociale? Peut-on accomplir les réformes politiques capables d'opérer cette nécessaire mutation?

Il était possible de trouver quelques éléments de réponse à ces questions cruciales pour ce qui est de la période antérieure aux législatives de septembre 2007, notamment par la considération de l'évolution du système politique lui-même. De ce point de vue, nous ne pouvions manquer de constater que le Maroc, en fait, est passé d'un autoritarisme appuyé sur les appareils de répression à un autoritarisme institutionnalisé et légitimé par les partis d'opposition issus du Mouvement national et les nouveaux partis d'opposition, et principalement le PJD. Ce nouvel état de fait ne pouvait répondre, ni à la nécessité d'une démocratisation authentique, ni à celle de l'intégration des courants islamistes. En effet, ce nouvel autoritarisme à visage humain semble avoir simplement inversé le fonctionnement de l'ancien: concentrant la décision à son sommet, dans le cadre d'une oligarchie technocratique, et accordant peu d'égards aux formes et à la négociation avec les formations politiques. Ceci, à la différence de celui qui prévalait auparavant, lequel prenait soin d'arriver à un certain consensus avec vis-à-vis des élites. De sorte que, dans le cas de cet ordre ancien, une certaine ouverture se pratiquait avec les élites politiques, en même temps qu'avait lieu un verrouillage étroit du champ politique par le contrôle des élections, la menace et la répression. Dans le nouveau règne, le Pouvoir pratique une large ouverture du champ politique combinée à une obstruction pratiquée envers ses élites. Cette dernière se traduit par un repli sur les technocrates apolitiques, la mise sur pied de commissions royales exécutives et la prééminence, dans les prises de décision, d'un cercle rapproché d'acteurs. L'autoritarisme, légitimé de la sorte, ayant renoncé à la répression systématique comme système de gouvernance. Ce système, plus tolérant en matière de liberté n'embraye pour autant sur aucun des leviers réels susceptibles d'impulser un changement véritable de régime.



Une carte politique qui reflète la réalité

Les élections du 7 septembre 2007 viennent conclure la période-test commencée par l'alternance et achevée au soir du scrutin. Ces élections nous permettent de porter un jugement définitif, sur ce que cette parenthèse a laissé en héritage. L'évaluation par les urnes a eu lieu dans un climat nouveau qu'il est important de constater avant d'essayer de cerner plus précisément l'attitude observée par le peuple vis-à-vis de ces dernières élections, ainsi que les choix qu'il a exprimés. Il faut sans aucun doute se féliciter du fait que la période d'apprentissage a porté ses fruits. Le vote s'est déroulé dans le calme et selon des règles admises par tous, malgré des manquements que la presse, vigilante, a largement dénoncés. L'administration a su observer une certaine neutralité, bien que celle-ci fût plutôt exercée de façon négative. S'il y a lieu de relever que le trafic d'influence et la corruption ont nettement pesé sur ce scrutin, il n'en demeure pas moins qu'il a apporté une nouveauté déterminante pour l'avenir: désormais les acteurs politiques savent qu'ils sont observés et surveillés de près. Enfin, et pour la première fois dans l'histoire politique du pays, la carte politique qui se dégage de ces élections reflète assez fidèlement la réalité du pays.

Ceci dit, les résultats eux-mêmes ont l'avantage d'exprimer une prise de position du peuple sur l'ouverture démocratique et la période-test inaugurée par l'alternance. Le taux d'abstention massif (63%) reflète à lui seul une prise de distance, sinon une contestation du système électoral dans sa globalité et d'un Parlement qui, en réalité, ne reflète qu'un système de démocratie nominale. Sans doute faut-il tenir compte des difficultés techniques du scrutin ayant pu gêner les couches sociales défavorisées par l'illettrisme, et par la complexité de la procédure. Mais le poids écrasant de l'abstention et le million de bulletins nuls démontrent qu'une majorité du peuple considère que ce jeu électoral ne porte pas sur des enjeux réels et que les pouvoirs politiques et économiques, ainsi que les leviers décisionnels se concentrent entre les mains de la monarchie et de ses appareils. Le désenchantement général et le boycott actif des courants islamistes semblent avoir également joué un rôle important dans cette abstention.

Un message clair pour un régime autoritaire



Certes, nous ne pouvons valablement affirmer que la majorité des abstentionnistes soient nécessairement opposés à la monarchie. Mais nous pouvons considérer que les abstentions comme le vote nul constituent un message cristallin adressé à un système qui met en avant des signes de démocratisation alors que son fonctionnement demeure largement autoritaire. Le fait est d'autant plus significatif si l'on compare l'évolution exponentielle du taux d'abstention lors des trois dernières législatives: 51% en 1997, 48% en 2002 et 63% en 2007. D'autres résultats de cette dernière consultation sont tout aussi significatifs. La ventilation des sièges parlementaires a aussi créé la surprise : l'Istiqlal est arrivé en tête, suivi du PJD, reléguant loin derrière l'USFP et emboîtant le poids des formations traditionalistes et loyalistes (MP et RNI). Le vote sanction à l'encontre de l'USFP est clair. Il s'explique par l'abandon pour le parti de ses positions historiques et par sa gestion inefficace des affaires. Il y a lieu de noter également que son action ne peut rivaliser avec celle de l'Istiqlal et du PJD en matière de proximité.

Le cas du PJD, qui a d'abord été présenté comme un enjeu majeur de ces élections, est important à disséquer. Contrairement à des prévisions trop vite annoncées, ce parti a, en réalité, également pâti d'un vote sanction : il n'a avancé que de 4 sièges, contrairement au doublement prévu de sa présence au Parlement. Malgré un effort d'organisation soutenu, une activité vigoureuse dans le champ social, et les assurances qu'il a su donner à la monarchie, le PJD a probablement souffert de ses rapprochements avec des élites et des formations trop marquées par leurs compromissions depuis l'alternance. Son positionnement montre, par ailleurs que la question de l'intégration des courants dits islamistes reste posée, de même que le problème de leur radicalisation. L'échec relatif du PJD et les succès des partis traditionalistes permettent de poser la problématique des formations qui intègrent la dimension religieuse dans leurs projets de société sous un jour nouveau. Le peuple marocain considère que toutes ses composantes sont intrinsèquement musulmanes, les électeurs votent essentiellement en faveur de ceux qui se penchent de près sur leurs intérêts et les vicissitudes de leur quotidien. Enfin, cela veut dire que lorsqu'on vote pour l'Istiqlal, le PJD, le RNI ou le MP, on ne vote ni pour, ni contre l'Islam - celui-ci n'étant pas un enjeu électoral - mais plutôt pour celui ou celle que l'on croit apte à résoudre ses problèmes quotidiens.

La prudence doit cependant rester de mise dans l'interprétation globale de ces élections, car avec 37% de participation seulement, les victoires comme les défaites restent bien relatives. Le fait est que la gouvernance telle qu'elle est exercée à l'heure actuelle par le Pouvoir montre ses limites. Bien sûr, elle projette une image de modernité et de progrès à l'international, mais les électeurs sont conscients que ce système à l'habillage démocratique n'a pas de réelle influence sur le vrai pouvoir central. Ce constat longtemps évoqué depuis l'alternance les votants du 7 septembre l'ont exprimé avec clarté et dans la légalité. Ces élections ont, de ce fait, révélé la nouvelle donne politique qui s'installe au Maroc. Elles révèlent aussi un nouvel état de l'opinion publique dans un pays où les dosages électoraux ne peuvent plus s'appuyer sur le poids du monde rural, pilier historique de la monarchie. Un monde rural désormais moins fort que celui des villes.

Une classe politique désormais informée

Pouvons-nous espérer un nouvel état de l'opinion publique, qui soit plus favorable à la participation du peuple et ce, dans le cadre d'une coopération salutaire avec l'État? Une chose est sûre : tant que les Marocains n'auront pas la nette conviction que les élections leur permettent d'agir sur la décision politique et économique, ils continueront à privilégier d'autres moyens d'action et d'expression pouvant se traduire par l'émigration, le repli sur les activités informelles, sur des réseaux de solidarités alternatifs et précaires. Ils peuvent aussi choisir les chemins dangereux de l'insubordination et de la violence. La classe politique est désormais informée qu'une majorité du peuple ne la suit plus. Elle a pu également constater - et c'est une nouveauté de taille - que cette majorité est restée insensible à l'appel royal en faveur de la participation aux élections. L'autoritarisme institutionnalisé, avec de larges espaces de liberté, peut perdurer un moment. Mais les dernières élections sont une étape charnière. Il s'agit d'un début d'explication sur la nécessité d'un consensus nouveau avec des règles du jeu engageant toutes les composantes de la société. Il s'agit aussi d'un début de clarification sur cette démocratie nominale et ses faibles chances de convaincre et de se perpétuer. Pour des raisons liées à l'histoire marocaine, mais aussi aux acquis de cette période d'ouverture que nous vivons, la chance du Maroc est que cette explication se fait aujourd'hui avec des moyens pacifiques. Sous d'autres cieux, on l'a laissé glisser dans la violence. Gageons que l'institution monarchique, la classe politique et les autres composantes de la société marocaine sauront continuer à s'expliquer pacifiquement entre elles, en acceptant d'aller résolument vers une démocratie réelle.